



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

**modifiant l'autorisation, sous le régime de l'enregistrement de la société SANOFI WINTHROP
INDUSTRIE pour l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement
située sur la commune de Ambares et Lagrave**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, en particulier son titre 1er du livre V ainsi que ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2017 réactualisant les prescriptions applicables à la société SANOFI WINTHROP INDUSTRIE située à Ambarès-et-Lagrave ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22 novembre 2019, du 7 mai 2021, du 29 octobre 2021, du 4 janvier 2023, du 8 février 2023 et du 11 avril 2023 ;

VU le courrier du 23 juin 2025 adressant un dossier de porter à connaissance relatif à un projet d'installation d'une unité de pré-traitement des effluents par technique d'ozonation ;

VU les compléments transmis le 16 octobre 2025 à la suite d'une demande de compléments adressé par courriel le 20 août 2025 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 29 décembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 29 décembre 2025 ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du projet, notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances ne sont pas susceptibles de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 29 décembre 2025, ce projet ne constitue pas une modification substantielle de l'établissement au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de prévenir les risques associés à la dispersion atmosphérique d'ozone, aux nuisances sonores et aux déversements accidentels ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

A R R Ê T E

ARTICLE 1 — Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société SANOFI WINTHROP INDUSTRIE, dont le siège social est situé au 20 avenue Raymond Aron à ANTONY (92 160), autorisée à exploiter une installation de fabrication de médicaments sur le territoire de la commune d'AMBERES-ET-LAGRAVE à l'adresse suivante 1, rue de la Vierge, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 — Article modifié

Les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2017 susvisé relatif au point de rejet n°1 sont modifiées par les dispositions suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié	N°1
Nature des effluents	Eaux résiduaires
Débit maximal journalier (m³/j)	900 m³/j
Débit maximal horaire (m³/h)	60 m³/j
Exutoire de rejet	Réseau public de collecte des eaux usées
Station de traitement collective	Station d'épuration de SABAREGES
Conditions de raccordement	Arrêté n°2016/1718 du 27 octobre 2016 Convention de rejet du 10/09/2016
Traitement avant rejet	Dégrilleur - unité d'ozonation et bassin de lissage

ARTICLE 3 — Prescriptions particulières associées à l'unité d'ozonation

Les cuves de neutralisation et d'ozonation sont placées sous rétention.

L'unité d'ozonation dispose d'un destructeur thermique d'ozone permettant la décomposition des traces d'ozone dans les effluents gazeux de l'unité avant rejet à l'atmosphère.

L'unité comprend une détection d'oxygène et d'ozone au niveau du module de production d'ozone. En cas de fuites détectées, la production d'ozone est mise à l'arrêt. L'exploitant est en mesure de justifier les seuils de détection définis pour assurer la mise en repli.

ARTICLE 4 — Nuisances sonores

Dans un délai de 3 mois à compter de la mise en service de l'unité d'ozonation, l'exploitant réalise une mesure du niveau de bruit dans les conditions définies par l'arrêté du 23 juillet 1997.

ARTICLE 5 — Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6 — Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 — Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société SANOFI WINTHROP INDUSTRIE.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Ambares et Lagrave,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le

27 JAN. 2026

Pour le Préfet et la Préfète
le Secrétaire Général

